

Direction de

l’administration pénitentiaire

**Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse**

**MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES de TOULOUSE**

DEPARTEMENT DU BUDGET ET DES FINANCES

**UNITE DES ACHATS ET DES MARCHES PUBLICS**

**2 Boulevard Armand-Duportal CS81501**

**31015 Toulouse Cedex 6**

**MARCHE DE FOURNITURE, INSTALLATION ET MAINTENANCE DE CASIER SECURISES AVEC BIOMETRIE PAKMAIRE POUR LE STOCKAGE ET LE SUIVI DES ARMES EN ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES DE LA DISP DE TOULOUSE**

**N° de marché : 2025 005 210 254 00**

Acte d’Engagement

SOMMAIRE

**I – IDENTIFICATION DES PARTIES 3**

**II – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE 4**

**III – OBJET ET DÉROULEMENT DU MARCHÉ 5**

**IV - OBLIGATIONS LEGALES ET ENGAGEMENT 7**

**ACTE D’ENGAGEMENT**

***Cadre réservé au pouvoir adjudicateur***

**Date de notification** :

Date de réception indiquée sur l’AR :

Date de réception indiquée sur la Place :

Date de remise en main propre au titulaire :

Reçu à titre de notification une copie du marché,

Signature du titulaire :

|  |  |
| --- | --- |
| **CODE CPV** | 35121000 Equipement de sécurité |
| **DOMAINE FONCTIONNEL** | 0107-02 |
| **GROUPE DE MARCHANDISE** | 41.03.04 |

**I - IDENTIFICATION DES PARTIES**

**I.1 -** **Pouvoir adjudicateur :**

**Identité et qualité du signataire :** Le représentant du Pouvoir Adjudicateur,

M Stéphane GELY, Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires de Toulouse

Cité administrative-Bat G

2 boulevard Amand Duportal

CS 81501

31015 TOULOUSE cedex 6

**Personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l’article R.2191-60 du code la commande publique :**

Madame Stéphanie LACOMBE, chef du département du budget et des finances à la DISP de Toulouse

**Désignation du comptable assignataire :**

M. le Directeur Régional des Finances Publiques de Midi-Pyrénées – 15 place Occitane – 31 039 Toulouse Cedex

Le changement d’adresse n’est pas constaté par voie d’avenant.

**I.2 - Identification du titulaire :**

Je soussigné(e)[[1]](#footnote-1), ………………………………………………………………………………………..

agissant au nom et pour le compte de la ……………………………………………………

au capital de ……………………………………………………………………………………………….

ayant son siège social :……………………………………………………………………………….

…………………………………………………………………………………………………………………..

numéro de téléphone :………………………………………………………………………………

Immatriculé(e) :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET) :…………………………………………………………………………………

.

- code d'activité économique principale (APE) : ……………………………………………………………………..

- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés : ……………………………………..

Dans le cas d’un groupement solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du groupement.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

Groupement solidaire

Groupement conjoint

Groupement conjoint avec mandataire solidaire

**II - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Le titulaire déclare avoir pris connaissance et accepter les clauses figurant dans les différentes pièces constitutives du marché.

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

* le présent Acte d’engagement (AE) et son annexe financière : le bordereau des prix unitaires (BPU)
* le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l’exemplaire conservé par l’Administration Pénitentiaire fait seul foi ;
* le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l’exemplaire conservé par l’Administration Pénitentiaire fait seul foi ;
* les bons de commande émis au titre du présent marché ;
* le cahier des clauses administratives générales applicables (CCAG) aux marchés publics de fournitures et services courants (FCS) approuvés par l’arrêté du 30 mars 2021
* l’offre complète du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l’ordre dans lequel elles sont énumérées ci-avant.

Les originaux du marché et de la proposition définitive du titulaire, qui font seuls foi, sont conservés dans les archives de l’administration.

**Les modifications relatives aux rubriques « imputation budgétaire » ou « autres informations » de la première page du présent document sont internes à l’administration et ne donnent pas lieu à l’établissement d’un avenant.**

**III - OBJET ET DÉROULEMENT DU MARCHÉ**

III.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet de confier à un opérateur ou groupement d’opérateurs économiques le soin d’assurer l’installation et maintenance de casiers sécurisés avec biométrie palmaire pour le stockage et le suivi des armes des établissements pénitentiaires de la DISP de Toulouse ainsi que les 4 Pôles de Rattachement pour l’Extraction Judiciaire (PREJ) et la Base Cynotechnique.

III.2 Déroulement du marché

Le marché comprennent des prestations à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le marché est mono-attributaire.

III.3 Durée du marché – délais d’exécution

Le présent marché prend effet à compter de sa notification. La notification consiste en l’envoi du marché signé au titulaire du marché par tout moyen permettant de donner date certaine. La date de notification est la date de réception du marché par le titulaire du marché.

La date de début du marché est fixée à la date de notification.

Il est conclu pour une période ferme de 1 an. Il est renouvelable trois fois par reconduction tacite pour une année supplémentaire.

Conformément à l’‘article R2112-4 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction.

III.4 Montants du marché

Le montant de la prestation faisant l’objet du marché est celui qui résulte :

* des bons de commande émis en fonction des besoins
* Le présent marché est conclu sans minimum et pour un maximum de 500 000 € HT

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur au jour de la facturation.

Le prix est réputé complet et comprend tous les frais nécessaires pour l’exécution du marché, ainsi que l’ensemble des frais de gestion, reproduction et envoi des livrables et de déplacement des intervenants et charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations.

III.5 Compte bancaire à créditer / RIB

Les sommes dues au titre du présent marché seront libérées par virements

|  |
| --- |
| au compte ouvert au nom de :  à la banque :  sous le numéro : |

Un RIB est annexé par le Titulaire au présent marché.

III.6 Avance

◌ J’accepte de percevoir l’avance à laquelle je peux prétendre, en application des articles R2191-3 à R2191-5 du code de la commande publique

◌ Je renonce à percevoir l’avance à laquelle je peux prétendre, en application des articles R2191-3 à R2191-5 du code de la commande publique

**IV - OBLIGATIONS LEGALES ET ENGAGEMENT**

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés,

Après avoir établi les déclarations et fourni les certificats prévus à l’article R2143-3 du code de la commande publique ; ainsi que les documents **à l’article D.8222-7 du code du travail avant la signature du marché par la DISP de Toulouse** et à renouveler leur production tous les 6 mois jusqu’à la fin d’exécution du marché,

Et après avoir fourni, en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet,

M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations demandées, dans les conditions ci-après définies,

Déclare n’avoir pas fait l’objet d’une interdiction de concourir,

L’offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m’est notifiée dans un délai de *CENT-QUATRE VINGT jours* à compter de la date limite de remise des offres.

**Je m’engage ou j’engage le groupement dont je suis mandataire, conformément aux clauses et conditions du marché et de ma proposition, à exécuter les prestations demandées conformément aux stipulations contractuelles.**

**ATTESTATIONS SUR L’HONNEUR**

Je, soussigné ………………………………………………………………………………………… (Nom du signataire), sous peine de résiliation du marché, après avoir pris connaissance de toutes les pièces du présent marché et des documents de la consultation et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

***SI L’ENTREPRISE EST ETABLIE EN FRANCE :***

- Atteste sur l’honneur avoir déposé auprès de l’administration fiscale à la date de la présente attestation, l’ensemble des déclarations fiscales obligatoires,

- Atteste sur l’honneur que le travail sera réalisé pas des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-2, R.3243-1 (bulletin de salaire), et L.1221-10 (déclaration nominative préalable d’embauche) du code du travail,

- Atteste sur l’honneur que :

Je / la société que je représente n’emploie pas des salariés étrangers.

Je / la société que je représente emploie des salariés étrangers.

Dans cette hypothèse, je / la société que je représente remettra la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l’autorisation de travail prévue à l’article L.5221-2 du code du travail avant la signature du marché par la DAP.

La liste devra être établie dans les conditions prévues à l’article D.8254-2 du code du travail et précisera pour chaque salarié :

- sa date d’embauche,

- sa nationalité,

- le type et le numéro d’ordre du titre valant autorisation de travail.

***SI L’ENTREPRISE EST ETABLIE à l’étranger :***

- Atteste sur l’honneur que je / la société que je représente fourni aux salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l’article R.3243-1 du code du travail ou des documents équivalents,

- Atteste sur l’honneur que :

Je / la société que je représente ne détache pas des salariés sur le territoire français pour l’exécution du marché.

Je / la société que je représente détache des salariés sur le territoire français pour l’exécution du marché.

Dans cette hypothèse, je / la société que je représente remettra la liste nominative des salariés détachés en application de l’article D.8254-3 du code du travail avant la signature du marché par la DAP.

La liste devra être établie dans les conditions prévues aux articles D.8254-3 et D.8254-2 du code du travail et précisera pour chaque salarié :

- sa date d’embauche,

- sa nationalité,

- le type et le numéro d’ordre du titre valant autorisation de travail.

M’engage, si le marché m’est attribué, à fournir les documents listés à l’article R3143-7 et suivants du code la commande publique et à l’article D.8222-7 du code du travail avant la signature du marché par la DISP de Toulouse et à renouveler leur production tous les 6 mois jusqu’à la fin d’exécution du marché.

**Signature de l’entreprise**

Fait en un seul original, à……………………………, le ……………………………………

Nom et qualité du signataire : ……………………………..

Cachet de l’entreprise

**Visa du Contrôleur Financier**

Fait à                                         , le

**Signature du représentant du Pouvoir adjudicateur**

Fait à                                         , le

Signature du représentant du Pouvoir adjudicateur :

**CADRE DE NANTISSEMENT OU DE CESSION DE CREANCE[[2]](#footnote-2)**

La présente copie certifiée conforme à l’original est délivrée en exemplaire unique pour être remise à l’établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément au code monétaire et financier en ce qui concerne[[3]](#footnote-3) :

La totalité du marché

La totalité du montant maximum fixé par le marché

La totalité du montant correspondant aux bons de commande émis par la DAP au titre du présent marché

La partie des prestations devant être exécutées par ………………………………………………………… en qualité de[[4]](#footnote-4) :

Membre du groupement d’entreprises titulaire du marché

est égale à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

A ……………………………………………………..

Le ……………………………………………..

Pour la DISP de Toulouse, pouvoir adjudicateur, représenté par son directeur, Stéphane GELY, nommé par décret

1. A renseigner par le titulaire. [↑](#footnote-ref-1)
2. A remplir par le pouvoir adjudicateur sur la photocopie de l’acte d’engagement délivré au titulaire en exemplaire unique. [↑](#footnote-ref-2)
3. Cocher la situation concernée [↑](#footnote-ref-3)
4. Cocher la situation concernée [↑](#footnote-ref-4)